

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

UDIS: Opiangah pour la tenue d'un grand Forum économique et social national

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Après plusieurs descentes sur le terrain, Hervé Patrick Opiangah, président de l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (UDIS), par ailleurs premier questeur de l'Assemblée nationale, a lancé hier un appel solennel en vue de la tenue d'un grand forum économique et social national.

Dans un document parvenu à notre rédaction, ce leader politique a déclaré, après avoir plus ou moins palpé le pouls socio-économique, que le Gabon est "secoué par une multitude de crises, il est à la recherche de solutions appropriées pour sa relance et la consolidation de son vivre-ensemble". Il en veut pour preuve les "plaintes, récriminations, revendications les plus variées sur la situation préoccupante du pays".

Pour éviter de toucher le fond, le natif de Mounana invite les forces vives de la Nation, présentes tant sur le territoire national qu'à l'extérieur, au dialogue. "(...) Je vous exhorte à taire nos différences et nos clivages pour



Hervé Patrick Opiangah propose un Grand forum national pour apaiser le climat social et relancer l'économie nationale.

nous retrouver et nous interroger, gravement et utilement, sur ce seul point commun, à savoir le devenir de notre chère Patrie, à laquelle nous sommes toutes et tous si attachés et si liés", a-t-il déclaré. Avant d'ajouter: "Après maintes conférences exclusivement consacrées depuis quelques décennies à la politique, il sied d'inverser la tendance, de procéder différemment, d'initier autre chose. Cette nouvelle initiative inédite devra se traduire par la convocation d'un Grand Forum national (...). Le but fondamental recherché sera de réfléchir essentiellement sur l'économie du Gabon, et les voies et moyens de la relancer,

mais aussi sur le social". Cet acteur de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE) est d'avis que cette grand-messe qu'il suggère s'impose d'elle-même au regard de l'actuel climat social. "La réflexion collective que nous appelons de nos vœux sera une opportunité unique, où les filles et fils du Gabon débattront librement, se parleront franchement, sincèrement, sur les différentes branches de notre économie. Les échanges déboucheront à coup sûr sur les solutions les meilleures pour redonner de la vigueur voire réorienter l'économie nationale", soutient-il.

7e congrès du PDGE: Dodo Bouguendza messenger du "DCP"

J.KOMBILE MOUSAVOU
Libreville/Gabon

Le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Éric Dodo Bouguendza, a pris part, du 22 au 24 novembre dernier, à Bata, au 7e Congrès national ordinaire du Parti démocratique de Guinée-Équatoriale (PDGE). Une participation qui témoigne, au plus haut point, de l'excellence des relations d'amitié et de la solidité des liens existant entre ces deux formations politiques au pouvoir dans leurs pays respectifs. Placées sous le thème "Avec le PDGE, ensemble pour un avenir sûr et pacifique", ces assises ont permis aux militants et militantes rassemblés autour du président fondateur du PDGE, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, de consolider la modernisation de leur écurie politique en vue de raffermir davantage le développement de leur nation et l'épanouissement du peuple équato-guinéen. Du haut de la tribune, Éric Dodo Bouguendza a, de fait, en présence du président fondateur du PDGE,

Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, livré le message du Distingué camarade président du PDG (DCP), Ali Bongo Ondimba. En magnifiant, entre autres, "la force et la qualité des liens d'amitié et de fraternité" qui unissent les deux dirigeants et, au-delà, leurs peuples respectifs épris de paix et d'amitié. De même, il a salué l'engagement et la détermination affichés par les deux chefs d'État dans la lutte contre la pandémie de coronavirus. Non sans s'être félicité de la qualité et du succès des assises qui se sont tenues dans la capitale économique de la Guinée-Équatoriale. Lesquelles, a-t-il relevé, "ouvrent la voie de la modernisation du PDGE et consolident celle du progrès économique, social et culturel du peuple équato-guinéen".

En marge des travaux, le secrétaire général du PDG s'est entretenu, au consulat du Gabon à Bata, avec les représentants de la communauté estudiantine gabonaise. Fort de son expérience d'universitaire, il les a exhortés à ne ménager aucun effort pour la réussite de leurs études, gage d'un avenir meilleur.



Le secrétaire général du PDG, Eric Dodo Bouguendza, à la tribune du 7e congrès du PDGE.

Miroir de gouvernement

Renouer les fils du dialogue

BIEN que les subtilités de la conduite des affaires publiques ne soient pas à la portée du premier venu, convenons tout de même qu'il n'est pas anodin de se demander si le gouvernement a saisi la portée de la tension qui prévaut actuellement sur le front social.

Pour peu que l'on jette un coup d'œil objectif sur le déroulement actuel des cours, un peu partout sur toute l'étendue du territoire national, dans les établissements primaires et secondaires publics, l'on se rend compte que le mouvement de grève enclenché par la Convention nationale des syndicats du secteur éducation (Conasysed) et par le Syndicat de l'Éducation nationale (Sena) est suivi à des degrés divers. Mais suivi quand même. De même, l'entrée récente en "grève illimitée" de la Fédération des collecteurs des régies financières (Fecorefi) a de quoi

s'interroger sur la capacité de cette équipe à anticiper et, au besoin, à venir à bout de conflits sociaux. Tant bien même il ressort à plus d'un titre ce qui s'apparente à une forte dose de mauvaise foi au regard des réponses déjà apportées.

À ce jeu, au-delà des considérations des différents acteurs, nul n'a vraiment intérêt, toutes proportions gardées, à ce que ce climat délétère persiste. Tant il y va de l'avenir d'une grande partie de la jeunesse gabonaise et des capacités du gouvernement à assurer, quelque part, le financement du Plan d'accélération de la transformation (PAT) et partant le futur de la collectivité nationale. Qu'on se le dise, au vu de ses attributions, le gouvernement se doit de ramener le calme et la sérénité sur le front social. C'est d'une évidence!

Pour autant, c'est loin d'être une tâche aisée. Car, malheureusement, à ce qu'il semble, gouvernement et partenaires sociaux semblent camper sur leurs positions. Tant la méfiance, les préjugés et autres a priori sont de mise de part et d'autre. Ce qui, politiquement parlant, pourrait être considéré comme une incapacité du gouvernement à négocier.

C'est dire qu'il importe donc de renouer les fils du dialogue, sur des bases saines et de confiance mutuelle. En s'inspirant au passage, pourquoi pas, des propos de l'ancien président américain, John Fitzgerald Kennedy: "Ne négocions jamais avec nos peurs. Mais n'ayons jamais peur de négocier".

J.KOMBILE MOUSSAVOU